

sous la rubrique « COLLEGE VAN SECRETARISSEN-GENERAAL », 5e et 6e lignes à partir de la fin de la page, »...
die de Vlaamse Gemeenschap... » au lieu de « die aan de Vlaamse Gemeenschap... »;

Page 35324 :

en regard du libellé « TOTAAL ONTVANGSTEN TITEL I : », dans la colonne « Algemene ontvangsten »,
« 571.708,3 » au lieu de « 574.530,1 ».

Dans le texte français, il y a lieu de lire :

Page 35327 :

sous la rubrique « ADMINISTRATION DE LA BUDGETISATION, DE LA COMPTABILITE ET DE LA GESTION FINANCIERE », en regard du libellé « Changement d'affectation de recettes attribuées à l'occasion de la liquidation de participations », dans la colonne intitulée « Recettes générales », « 0,0 » au lieu de « 2.694,3 »;

sous la rubrique « ADMINISTRATION DE LA BUDGETISATION, DE LA COMPTABILITE ET DE LA GESTION FINANCIERE », 8e et 9e lignes, « Changement d'affectation de recettes attribuées à l'occasion de la liquidation de participations (pour mémoire) » au lieu de « Changement d'affectation de recettes attribuées à l'occasion de la liquidation de participations ».

Page 35329 :

en haut de la page, sous la rubrique « DEPARTEMENT DE L'ECONOMIE, DE L'EMPLOI, DES AFFAIRES INTERIEURES ET DE L'AGRICULTURE (GENERAL) », en regard du libellé « Recettes diverses intradépartementales », dans la 1e colonne intitulée « CO », « 03 » au lieu de « 01 »;

sous la rubrique « DEPARTEMENT DE L'ECONOMIE, DE L'EMPLOI, DES AFFAIRES INTERIEURES ET DE L'AGRICULTURE (GENERAL) », en regard du libellé « Recettes du fonds départemental pour l'aliénation et la gestion d'immeubles », dans la colonne « Recettes affectées », « 5,0 » au lieu de « 5,5 »;

sous la rubrique « DEPARTEMENT DE L'ECONOMIE, DE L'EMPLOI, DES AFFAIRES INTERIEURES ET DE L'AGRICULTURE (GENERAL) », en regard du libellé « Produit réalisé à l'occasion du changement d'affectation de moyens », dans la colonne « Recettes générales », « 0,0 » au lieu de « 52,5 »;

sous la rubrique « DEPARTEMENT DE L'ECONOMIE, DE L'EMPLOI, DES AFFAIRES INTERIEURES ET DE L'AGRICULTURE (GENERAL) », 8e et 9e lignes, « Produit réalisé à l'occasion du changement d'affectation de moyens (pour mémoire) » au lieu de « Produit réalisé à l'occasion du changement d'affectation de moyens »;

sous la rubrique « ADMINISTRATION DE L'ECONOMIE », en regard du libellé « Produit réalisé à l'occasion du changement d'affectation de moyens », dans la colonne « Recettes générales », « 0,0 » au lieu de « 75,0 »;

sous la rubrique « ADMINISTRATION DE L'ECONOMIE », 2e ligne, « Produit réalisé à l'occasion du changement d'affectation de moyens (pour mémoire) » au lieu de « Produit réalisé à l'occasion du changement d'affectation de moyens ».

Page.35331 :

Sous la rubrique « DEPARTEMENT DES SCIENCES, DE L'INNOVATION ET DES MEDIAS (GENERAL) », en regard du libellé « Vente de publications, d'imprimés, etc... », dans la colonne « Recettes générales », « 1,0 » au lieu de « 15,0 »;

en regard du libellé « TOTAL DES RECETTES DU TITRE Ier », dans la colonne « Récettes générales », « 571.708,3 » au lieu de « 574.530,1 ».

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 98 — 641

[C — 98/27144]

5 MARS 1998. — Arrêté du Gouvernement wallon remplaçant les articles 279 à 283 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment l'article 11, remplacé par le décret du 27 novembre 1997;

Vu l'urgence motivée par l'entrée en vigueur au 1^{er} mars 1998 du décret du 27 novembre 1997 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, le présent arrêté étant indispensable à l'application des articles précités du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine dès son entrée en vigueur; à défaut, en effet, aucune révision ou élaboration de plan communal d'aménagement, de permis de lotir, de schéma de structure communal ou de règlement communal d'urbanisme ne pourra plus être entamée à partir du 1^{er} mars 1998;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 16 février 1998, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Equipement et des Transports,

Arrête :

Article 1^{er}. Le chapitre *VIbis* du titre I^{er} du livre IV du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, comprenant les articles 279 à 283, insérés par l'arrêté du 5 avril 1990, est remplacé par le texte suivant :

« CHAPITRE *VIbis*. — Des conditions dans lesquelles une personne physique ou morale peut être chargée de l'élaboration, de la révision ou de la modification des schémas, des plans d'aménagement, des permis de lotir et des règlements d'urbanisme

Art. 279. La Région wallonne, représentée par son Gouvernement, est agréée pour l'élaboration, la révision ou la modification du schéma de développement de l'espace régional, des plans de secteur, des règlements régionaux d'urbanisme et des plans communaux d'aménagement visés à l'article 55.

Art. 280. Une personne physique ou morale ne peut être chargée de l'élaboration, de la révision ou de la modification d'un plan communal d'aménagement, d'un permis de lotir, d'un schéma de structure communal ou d'un règlement communal d'urbanisme qu'à la condition d'être préalablement agréée par le Ministre ayant l'Aménagement du Territoire dans ses attributions sur avis de la commission d'agrément visée à l'article 281. Hormis le cas des dossiers de permis de lotir, la personne privée visée, physique ou morale, ne peut avoir aucun intérêt personnel direct ou indirect à la mise en œuvre dudit document. La qualité de personne agréée perdure pendant toute la durée d'élaboration du document.

En cas de non-respect de ces dispositions, aucun document visé à l'alinéa 1^{er} ne peut être approuvé, adopté ou délivré par l'autorité compétente.

Un agrément distinct est octroyé par catégorie :

- 1° pour les permis de lotir sans ouverture de voirie;
- 2° pour les permis de lotir avec ouverture de voirie et les plans communaux d'aménagement;
- 3° pour les schémas de structure communaux et les règlements communaux d'urbanisme.

L'agrément est octroyé pour une durée de quatre ans prenant cours à la date de notification de l'agrément.

Art. 281. Il est institué une commission d'agrément compétente pour rendre un avis sur les demandes d'agrément. La commission d'agrément est composée de six spécialistes en aménagement du territoire et urbanisme nommés par le Gouvernement au sein de la Commission régionale d'aménagement du territoire sur la base d'une liste de douze noms qu'elle présente de manière telle que chacune de ses sections y soit représentée par quatre membres.

Les membres de la commission d'agrément élisent un président en leur sein.

La commission d'agrément arrête un règlement d'ordre intérieur qu'elle soumet à l'approbation du Gouvernement.

Art. 282. § 1^{er}. L'agrément pour l'élaboration ou la modification de permis de lotir sans ouverture de voirie est accordé :

1° à toute personne physique titulaire, soit d'un diplôme en aménagement du territoire et urbanisme délivré par une institution d'enseignement universitaire ou supérieur de type long, soit d'un diplôme d'ingénieur civil architecte, d'architecte, d'ingénieur industriel en construction option géomètre, de licencié en géométrie ou de géomètre expert immobilier;

2° à toute personne morale qui compte parmi son personnel ou ses collaborateurs au moins une personne physique titulaire d'un des diplômes visés au 1° et liée avec elle par une convention dont la durée est au moins égale à celle de l'agrément; le nom du titulaire du diplôme figure sur tous les documents produits; la personne morale a dans son objet social les matières relatives à l'aménagement du territoire ou à l'urbanisme.

§ 2. L'agrément pour l'élaboration, la révision ou la modification de plans communaux d'aménagement et de permis de lotir avec ouverture de voirie est accordé :

1° à toute personne physique qui remplit la condition visée au § 1^{er}, 1°, et qui justifie, sur production soit de plans communaux d'aménagement ou de permis de lotir avec ouverture de voirie élaborés par elle, soit de projets ayant le même objet, d'une expérience utile au regard des objectifs d'aménagement du territoire et d'urbanisme qu'énonce l'article 1^{er}, § 1^{er};

2° à toute personne morale qui compte parmi son personnel ou ses collaborateurs au moins une personne physique remplissant les conditions énoncées au 1° et liée avec elle par une convention dont la durée est au moins égale à celle de l'agrément; le nom de cette personne figure sur tous les documents produits; la personne morale a dans son objet social les matières relatives à l'aménagement du territoire ou à l'urbanisme.

§ 3. L'agrément pour l'élaboration, la révision ou la modification de schémas de structure communaux et de règlements communaux d'urbanisme est accordé à toute personne morale ayant dans son objet social les matières relatives à l'aménagement du territoire ou à l'urbanisme et qui peut faire la preuve qu'elle dispose d'une équipe présentant des compétences complémentaires dans les disciplines relatives à l'urbanisme, l'aménagement du territoire, l'architecture et l'environnement.

Le responsable de cette équipe remplit la condition visée au § 1^{er}, 1°, et justifie, sur production de schémas de structure communaux ou de règlements communaux d'urbanisme élaborés par lui, d'une expérience utile au regard des objectifs d'aménagement du territoire et d'urbanisme qu'énonce l'article 1^{er}, § 1^{er}. Il est en outre lié avec la personne morale par une convention dont la durée est au moins égale à celle de l'agrément. Le nom du responsable de l'équipe figure sur tous les documents produits.

Art. 283. § 1^{er}. Toute personne physique ou morale n'ayant pas fait l'objet d'un retrait d'agrément durant la période précédente d'agrément peut obtenir le renouvellement de son agrément aux conditions suivantes :

1° pour les permis de lotir sans ouverture de voirie :

a) remplir les conditions visées à l'article 282, § 1^{er};

b) justifier, sur production soit de permis de lotir sans ouverture de voirie élaborés par elle durant la période de son agrément, soit de projets ayant le même objet, d'une expérience utile au regard des objectifs d'aménagement du territoire et d'urbanisme qu'énonce l'article 1^{er}, § 1^{er};

c) justifier de sa participation ou de celle de son personnel ou de ses collaborateurs à des séminaires, colloques, cours ou autre formation en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire durant la période de son agrément;

2° pour les permis de lotir avec ouverture de voirie et les plans communaux d'aménagement :

a) remplir les conditions visées à l'article 282, § 2; toutefois, les permis, plans ou projets produits sont ceux élaborés par elle durant la période de son agrément;

b) justifier de sa participation ou de celle de son personnel ou de ses collaborateurs à des séminaires, colloques, cours ou autre formation en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire durant la période de son agrément;

3° pour les schémas de structure communaux et les règlements communaux d'urbanisme :

a) remplir les conditions visées à l'article 282, § 3; toutefois, les schémas et règlements produits sont ceux élaborés par elle durant la période de son agrément;

b) justifier de la participation de son personnel ou de ses collaborateurs à des séminaires, colloques, cours ou autre formation dans les disciplines visées à l'article 282, § 3, durant la période de son agrément.

§ 2. La personne physique ou morale qui n'a pas obtenu le renouvellement de son agrément ne peut introduire une nouvelle demande d'agrément qu'après un délai fixé dans sa décision par le Ministre ayant l'Aménagement du Territoire dans ses attributions.

Art. 283/1. La demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément adressée au Ministre ayant l'Aménagement du Territoire dans ses attributions est introduite par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception auprès de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine. Elle est accompagnée des titres ou références exigés, selon le cas, par les articles 282 ou 283. Elle précise la catégorie pour laquelle l'agrément est sollicité.

La Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine transmet le dossier de demande d'agrément à la commission d'agrément visée à l'article 281 dans les dix jours de sa réception. La commission d'agrément émet son avis dans les quarante jours de l'accusé de réception du dossier et en adresse une copie au demandeur; à défaut d'avis exprès, l'avis est réputé favorable.

La décision du Ministre ayant l'Aménagement du Territoire dans ses attributions est notifiée au demandeur par la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine dans les septante-cinq jours de l'accusé de réception de la demande.

Art. 283/2. § 1^{er}. Le Ministre ayant l'Aménagement du Territoire dans ses attributions peut procéder au retrait de l'agrément lorsque le titulaire ne respecte pas les obligations qui lui sont imposées par le présent Code.

§ 2. Lorsque le plan communal d'aménagement, le permis de lotir, le schéma de structure communal ou le règlement communal d'urbanisme élaboré par une personne agréée ne lui paraît pas conforme aux règles de l'art ou constitue un document de qualité médiocre au regard des objectifs prévus par l'article 1^{er}, § 1^{er}, le Ministre ayant l'Aménagement du Territoire dans ses attributions le constate dans un avertissement qu'il notifie à cette personne.

Si la même constatation est faite au sujet d'un document ultérieur, le Ministre ayant l'Aménagement du Territoire dans ses attributions peut procéder au retrait de l'agrément.

§ 3. Avant toute décision de retrait, la commission d'agrément visée l'article 281 est consultée. Elle rend son avis dans les délais qui lui sont impartis par le Ministre ayant l'Aménagement du Territoire dans ses attributions après avoir donné au titulaire de l'agrément la possibilité de faire valoir ses observations.

§ 4. Toute personne physique ou morale qui a fait l'objet d'un retrait d'agrément ne peut introduire une nouvelle demande d'agrément qu'après un délai fixé dans la décision de retrait par le Ministre ayant l'Aménagement du Territoire dans ses attributions.

Art. 283/3. Toutes les décisions en matière d'agrément, de renouvellement d'agrément ou de retrait d'agrément sont publiées, par extrait, au *Moniteur belge*.

Art. 283/4. Les personnes physiques et les personnes morales agréées sur la base des dispositions de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 5 avril 1990 conservent le bénéfice de cet agrément pendant un délai de dix-huit mois à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté même si cet agrément expire pendant cette période.

Toute personne physique ou morale visée à l'article 282, § 1^{er}, est expressément et individuellement agréée pour l'élaboration ou la modification de permis de lotir avec ou sans ouverture de voirie. A leur demande, l'agrément prévu par le présent alinéa est délivré par le fonctionnaire délégué. Cet agrément est valable pour les permis de lotir dont l'accusé de réception visé à l'article 116, § 1^{er}, alinéa 2, 1^o, est envoyé dans un délai de dix-huit mois à dater de l'entrée en vigueur du présent chapitre. Cet agrément ne peut faire l'objet d'un renouvellement. »

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Le Ministre de l'Aménagement du Territoire est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 5 mars 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Equipement et des Transports,
M. LEBRUN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 98 — 641

[C - 98/27144]

5. MÄRZ 1998 — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Ersetzung der Artikel 279 bis 283 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere des durch das Dekret vom 27. November 1997 ersetzten Artikels 11;

Aufgrund der Dringlichkeit, die durch das Inkrafttreten des Dekrets vom 27. November 1997 zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe am 1. März 1998 begründet wird, da der vorliegende Erlaß zur Anwendung des vorerwähnten Artikels des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe unerlässlich ist; mangels dessen darf nämlich ab dem 1. März 1998 keine Revision oder Erstellung eines kommunalen Raumordnungsplans, einer Erschließungsgenehmigung, eines kommunalen Strukturschemas oder einer kommunalen Städtebauordnung eingeleitet werden;

Aufgrund des in Anwendung von Artikel 84 Absatz 1 2^o der koordinierten Gesetze über den Staatsrat am 16. Februar 1998 abgegebenen Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,

Beschließt:

Artikel 1 - Buch IV, Titel I, Kapitel VI bis des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, das die durch den Erlaß vom 5. April 1990 eingefügten Artikel 279 bis 283 enthält, wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«KAPITEL VI bis — Bedingungen, unter denen eine natürliche oder juristische Person mit der Erstellung, der Revision oder der Abänderung der Schemen, Raumordnungspläne, Erschließungsgenehmigungen und Städtebauordnungen beauftragt werden darf

Art. 279 - Die Wallonische Region, vertreten durch ihre Regierung, wird für die Erstellung, die Revision oder die Abänderung des Entwicklungsplanes des regionalen Raums, der Sektorenpläne, der kommunalen Städtebauordnungen und der in Artikel 55 erwähnten kommunalen Raumordnungspläne zugelassen.

Art. 280 - Eine natürliche oder juristische Person darf nur mit der Erstellung, der Revision oder der Abänderung eines kommunalen Raumordnungsplans, einer Erschließungsgenehmigung, eines kommunalen Strukturschemas oder einer kommunalen Städtebauordnung beauftragt werden, wenn sie nach Ausstellung eines Gutachtens des in Artikel 281 erwähnten Zulassungsausschusses von dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Raumordnung gehört, zugelassen worden ist. Außer bei Akten bezüglich Erschließungsgenehmigungen darf die betroffene privatrechtliche natürliche oder juristische Person weder ein unmittelbares noch ein mittelbares Interesse an der Durchführung des besagten Dokuments haben.

Die Eigenschaft als zugelassene Person bleibt während der gesamten Dauer der Erstellung des Dokuments erhalten.

Bei Nichteinhaltung dieser Bestimmungen darf kein in Absatz 1 erwähntes Dokument durch die zuständige Behörde genehmigt, angenommen oder erteilt werden.

Je Kategorie wird eine getrennte Zulassung erteilt:

1° für die Erschließungsgenehmigungen ohne Eröffnung von Verkehrswegen;

2° für die Erschließungsgenehmigungen mit Eröffnung von Verkehrswegen und für die kommunalen Raumordnungspläne;

3° für die kommunalen Strukturschemen und die kommunalen Städtebauordnungen.

Die Zulassung wird für eine Frist von vier Jahren gewährt, die ab dem Tage der Zustellung der Zulassung läuft.

Art. 281 - Es wird ein Zulassungsausschuß errichtet, der zuständig ist, um ein Gutachten über die Zulassungsanträge abzugeben. Der Zulassungsausschuß besteht aus sechs Sachverständigen auf dem Gebiet der Raumordnung und des Städtebaus, die durch die Regierung innerhalb des Regionalausschusses für Raumordnung auf der Grundlage einer Liste von zwölf Namen ernannt werden, wobei diese Liste vom Regionalausschuß so unterbreitet wird, daß jede seiner Sektionen durch vier Mitglieder vertreten wird.

Die Mitglieder des Zulassungsausschusses wählen einen Vorsitzenden aus ihrer Mitte.

Der Zulassungsausschuß erläßt eine allgemeine Dienstordnung, die der Regierung zur Genehmigung unterbreitet wird.

Art. 282 - § 1 - Die Zulassung für die Erstellung oder die Abänderung von Erschließungsgenehmigungen ohne Eröffnung von Verkehrswegen wird folgenden Personen gewährt:

1° jeder natürlichen Person Inhaberin eines Diploms in Raumordnung und Städtebau, das durch eine Lehranstalt des universitären oder des Hochschulunterrichts des langen Typs ausgestellt worden ist, oder eines Diploms als Zivilingenieur-Architekt, Architekt, industrieller Ingenieur in der Abteilung Bauwesen, Wahlfach Landmesser, einer Lizenz der Geometrologie oder eines Diploms als Landmesser-Immobilienexperte;

2° jeder juristischen Person, die unter ihrem Personal oder ihren Mitarbeitern mindestens eine natürliche Person zählt, die Inhaber eines der in Punkt 1° erwähnten Diplome und mit ihr durch eine Vereinbarung gebunden ist, deren Dauer mindestens der Dauer der Zulassung entspricht; der Name des Diplomhabers erscheint auf jedem vorgelegten Dokument; die juristische Person hat in ihrem Gesellschaftszweck Angelegenheiten im Bereich der Raumordnung und des Städtebaus zum Gegenstand.

§ 2 - Die Zulassung für die Erstellung, die Revision oder die Abänderung von kommunalen Raumordnungsplänen und Erschließungsgenehmigungen mit Eröffnung von Verkehrswegen wird folgenden Personen gewährt:

1° jeder natürlichen Person, die die in § 1 1° erwähnte Bedingung erfüllt und den Beweis einer nützlichen Erfahrung im Hinblick auf die in Artikel 1 § 1 genannten Zielsetzungen der Raumordnung und des Städtebaus erbringt durch Vorlage entweder von kommunalen Raumordnungsplänen oder von Erschließungsgenehmigungen mit Eröffnung von Verkehrswegen, die sie erstellt hat, oder von Projekten zum gleichen Gegenstand;

2° jeder juristischen Person, die unter ihrem Personal oder ihren Mitarbeitern mindestens eine natürliche Person zählt, die die in Punkt 1 erwähnten Bedingungen erfüllt und mit ihr durch eine Vereinbarung gebunden ist, deren Dauer mindestens der Dauer der Zulassung entspricht; der Name dieser Person erscheint auf jedem vorgelegten Dokument; die juristische Person hat in ihrem Gesellschaftszweck Angelegenheiten im Bereich der Raumordnung und des Städtebaus zum Gegenstand.

§ 3 - Die Zulassung für die Erstellung, die Revision oder die Abänderung von kommunalen Strukturschemen oder kommunalen Städtebauordnungen wird jeder juristischen Person gewährt, die in ihrem Gesellschaftszweck Angelegenheiten im Bereich der Raumordnung oder des Städtebaus zum Gegenstand hat, und den Beweis erbringt, daß sie über ein Team verfügt, das sich ergänzende Kompetenzen in den Fachbereichen Städtebau, Raumordnung, Architektur und Umwelt besitzt.

Der Verantwortliche dieses Teams erfüllt die in § 1 1° erwähnte Bedingung und erbringt durch Vorlage entweder von kommunalen Strukturschemen oder von kommunalen Städtebauordnungen, die er erstellt hat, den Beweis einer nützlichen Erfahrung im Hinblick auf die in Artikel 1 § 1 genannten Zielsetzungen der Raumordnung und des Städtebaus. Außerdem ist er mit der juristischen Person durch eine Vereinbarung gebunden, deren Dauer mindestens der Dauer der Zulassung entspricht. Der Name des Verantwortlichen des Teams erscheint auf jedem vorgelegten Dokument.

Art. 283 - § 1 - Jeder natürlichen oder juristischen Person, deren Zulassung im Laufe des vorherigen Zulassungszeitraums nicht entzogen worden ist, kann die Zulassung unter den folgenden Bedingungen erneuert werden:

1° für die Erschließungsgenehmigungen ohne Eröffnung von Verkehrswegen:

a) die in Artikel 282 § 1 erwähnten Bedingungen erfüllen;

b) durch Vorlage entweder von Erschließungsgenehmigungen ohne Eröffnung von Verkehrswegen, die sie im Laufe des Zulassungszeitraums erstellt hat, oder von Projekten zum gleichen Gegenstand den Beweis einer nützlichen Erfahrung im Hinblick auf die in Artikel 1 § 1 genannten Zielsetzungen der Raumordnung und des Städtebaus erbringen;

c) den Nachweis erbringen, daß sie oder ihr Personal bzw. ihre Mitarbeiter an Seminaren, Kolloquien, Kursen oder anderen Ausbildungen im Bereich des Städtebaus und der Raumordnung im Laufe ihres Zulassungszeitraums teilgenommen hat bzw. haben;

2° für die Erschließungsgenehmigungen mit Eröffnung von Verkehrswegen und die kommunalen Raumordnungspläne:

a) die in Artikel 282 § 2 erwähnten Bedingungen erfüllen; bei den vorgelegten Genehmigungen, Plänen und Projekten handelt es sich jedoch um jene, die sie im Laufe ihres Zulassungszeitraums erstellt hat;

b) den Nachweis erbringen, daß sie oder ihr Personal bzw. ihre Mitarbeiter an Seminaren, Kolloquien, Kursen oder anderen Ausbildungen im Bereich des Städtebaus und der Raumordnung im Laufe ihres Zulassungszeitraums teilgenommen hat bzw. haben;

3° für die kommunalen Strukturschemen und die kommunalen Städtebauordnungen:

a) die in Artikel 282 § 3 erwähnten Bedingungen erfüllen; bei den vorgelegten Schemen und Ordnungen handelt es sich jedoch um jene, die sie im Laufe ihres Zulassungszeitraums erstellt hat;

b) den Nachweis erbringen, daß ihr Personal bzw. ihre Mitarbeiter an Seminaren, Kolloquien, Kursen oder anderen Ausbildungen in den in Artikel 282 § 3 erwähnten Fachbereichen im Laufe ihres Zulassungszeitraums teilgenommen hat bzw. haben.

§ 2 - Die natürliche oder juristische Person, deren Zulassung nicht erneuert worden ist, darf einen neuen Zulassungsantrag erst nach Ablauf einer vom Minister der Raumordnung in seiner Entscheidung festgesetzten Frist einreichen.

Art. 283/1 - Der an den Minister der Raumordnung gerichtete Antrag auf Zulassung oder auf Erneuerung der Zulassung ist per bei der Post aufgegebenes Einschreiben mit Empfangsbestätigung bei der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes einzureichen. Diesem Schreiben sind die je nach Fall durch Artikel 282 oder 283 vorgeschriebenen Titel oder Referenzen beizufügen, wobei anzugeben ist, für welche Kategorie die Zulassung beantragt wird.

Die Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes übermittelt dem in Artikel 281 erwähnten Zulassungsausschuß die Akte bezüglich des Zulassungsantrags innerhalb von zehn Tagen nach deren Eingang. Der Zulassungsausschuß gibt sein Gutachten innerhalb von vierzig Tagen nach der Empfangsbestätigung der Akte ab und richtet eine Abschrift davon an den Antragsteller. Fehlt ein ausdrückliches Gutachten, so gilt dies als Zustimmung.

Der Beschluß des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Raumordnung gehört, wird dem Antragsteller innerhalb von fünfundsiebzig Tagen nach der Empfangsbestätigung des Antrags durch die Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes zugestellt.

Art. 283/2 - § 1 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Raumordnung gehört, kann die Zulassung entziehen, wenn der Inhaber die ihm durch das vorliegende Gesetzbuch auferlegten Verpflichtungen nicht einhält.

§ 2 - Ist der Minister der Raumordnung der Ansicht, daß ein durch eine zugelassene Person erstelltes Dokument, sei es ein kommunaler Raumordnungsplan, eine Erschließungsgenehmigung, ein kommunales Strukturschema oder eine kommunale Städtebauordnung, den Regeln der Kunst nicht entspricht oder ein Dokument im Hinblick auf die in Artikel 1 § 1 vorgesehenen Zielsetzungen der Raumordnung und des Städtebaus von unzureichender Qualität ist, so kann er dies durch einen Verweis feststellen, den er dieser Person zustellt.

Wiederholt eine solche Feststellung sich bei einem späteren Dokument, so kann der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Raumordnung gehört, den Entzug der Zulassung vornehmen.

§ 3 - Vor jeder Entscheidung zum Entzug einer Zulassung wird der in Artikel 281 erwähnte Zulassungsausschuß angehört. Dieser gibt sein Gutachten innerhalb der ihm durch den Minister der Raumordnung auferlegten Frist ab, und nachdem er dem Zulassungsinhaber die Möglichkeit gegeben hat, seine Bemerkungen geltend zu machen.

§ 4. Jede natürliche oder juristische Person, deren Zulassung entzogen worden ist, darf einen neuen Zulassungsantrag erst nach einer Frist einreichen, die in der Entzugsentscheidung der Zulassung durch den Minister der Raumordnung festgelegt worden ist.

Art. 283/3 - Jeder Beschluß in Sachen Zulassung, Erneuerung oder Entzug der Zulassung wird im *Belgischen Staatsblatt* auszugsweise veröffentlicht.

Art. 283/4 - Die aufgrund der Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive 5. April 1990 zugelassenen natürlichen und juristischen Personen behalten den Genuß ihrer Zulassung während eines Zeitraums von achtzehn Monaten nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses, auch wenn diese Zulassung in diesem Zeitraum fällig wird.

Jede in Artikel 282 § 1 erwähnte natürliche oder juristische Person wird ausdrücklich und persönlich zugelassen für die Erstellung oder die Abänderung von Erschließungsgenehmigungen mit oder ohne Eröffnung von Verkehrswegen. Auf ihren Antrag hin wird die durch den vorliegenden Absatz vorgesehene Zulassung durch den beauftragten Beamten erteilt. Diese Zulassung gilt für die Erschließungsgenehmigungen, deren in Artikel 116 § 1 Absatz 2 1° erwähnte Empfangsbestätigung innerhalb einer Frist von achtzehn Monaten ab dem Inkrafttreten des vorliegenden Kapitels zugeschickt wird. Diese Zulassung darf nicht erneuert werden.»

Art. 2 - Der vorliegende Erlaß wird am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* wirksam.

Art. 3 - Der Minister der Raumordnung wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 5. März 1998

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,
M. LEBRUN

—
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 98 — 641

[C - 98/27144]

5 MAART 1998. — Besluit van de Waalse Regering tot vervanging van de artikelen 279 à 283 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedebouw en Patrimonium

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedebouw en Patrimonium, inzonderheid op artikel 11, vervangen bij het decreet van 27 november 1997;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het feit dat het decreet van 27 november 1997 tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedebouw en Patrimonium in werking treedt op 1 maart 1998 en dat dit besluit onontbeerlijk is voor de toepassing van artikel 11 van het Wetboek, omdat de gemeentelijke plannen van aanleg, verkavelingsvergunningen, gemeentelijke structuurplannen of gemeentelijke stedenbouwkundige reglementen anders niet opgemaakt of herzien kunnen worden vanaf 1 maart 1998;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 16 februari 1998, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,

Besluit :

Artikel 1. In Boek IV, Hoofdstuk *Vibis*, Titel I, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedebouw en Patrimonium worden de bij besluit van 5 april 1990 ingevoegde artikelen 279 à 283 vervangen als volgt :

« HOOFDSTUK *Vibis*. — Voorwaarden waaronder een natuurlijk of een rechtspersoon belast kan worden met de opmaak, de herziening of de wijziging van structuurplannen, plannen van aanleg, verkavelingsvergunningen en stedenbouwkundige reglementen

Art. 279. Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering, wordt erkend voor de opmaak, de herziening of de wijziging van het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan, de gewestplannen, de gewestelijke stedenbouwkundige reglementen en de gemeentelijke plannen van aanleg bedoeld in artikel 55.

Art. 280. Om belast te worden met de opmaak, de herziening of de wijziging van een gemeentelijk plan van aanleg, een verkavelingsvergunning, een gemeentelijk structuurplan of een gemeentelijk stedenbouwkundig reglement, moet een natuurlijk of een rechtspersoon erkend worden door de Minister van Ruimtelijke Ordening, na advies van de erkenningscommissie bedoeld in artikel 281. Behalve het geval van de dossiers voor verkavelingsvergunningen, mag een privaatrechtelijke natuurlijke of rechtspersoon noch rechtstreeks noch onrechtstreeks een persoonlijk belang hebben bij de opmaak van die documenten. De erkende persoon behoudt zijn erkenning tijdens de hele duur van de opmaak van het document.

Indien deze bepalingen niet in acht worden genomen, kan geen enkel van de in het eerste lid bedoelde documenten door de bevoegde overheid goedgekeurd, aangenomen of afgegeven worden.

Er wordt een afzonderlijke erkenning per categorie verleend :

1° voor verkavelingsvergunningen zonder openstelling van wegen;

2° voor verkavelingsvergunningen met openstelling van wegen en voor gemeentelijke plannen van aanleg;

3° voor gemeentelijke structuurplannen en gemeentelijke stedenbouwkundige reglementen.

De erkenning wordt verleend voor een periode van vier jaar die begint te lopen vanaf de datum van haar betekening.

Art. 281. Er wordt een erkenningscommissie ingesteld die bevoegd is om advies uit te brengen over de erkenningsaanvragen. De erkenningscommissie is samengesteld uit zes specialisten in ruimtelijke ordening en stedebouw die de Regering binnen de Commissie ruimtelijke ordening aanwijst op grond van een lijst van twaalf namen die ze voordraagt zodat elk van haar afdelingen door vier leden vertegenwoordigd is.

De leden van de erkenningscommissie kiezen een voorzitter uit hun midden.

De erkenningscommissie maakt een huishoudelijk reglement op en legt het ter goedkeuring voor aan de Regering.

Art. 282. § 1. De erkenning voor de opmaak of de herziening van verkavelingsvergunningen zonder openstelling van wegen wordt verleend :

1° aan elke natuurlijke persoon die in het bezit is van, hetzij een diploma ruimtelijke ordening en stedebouw afgegeven door een universitaire instelling of door een instelling voor hoger onderwijs van het lange type, hetzij een diploma van burgerlijk ingenieur-architect, architect, industrieel ingenieur in de bouw optie landmeter, een licentie in de geometrologie of een diploma van deskundig landmeter onroerende goederen;

2° aan elke rechtspersoon die onder zijn personeel of zijn medewerkers minstens één natuurlijk persoon telt met één van de diploma's bedoeld in 1° en met wie hij een overeenkomst heeft gesloten waarvan de looptijd minstens gelijk is aan die van de erkenning; de naam van de diplomabezitter moet voorkomen op alle overgelegde stukken; de rechtspersoon moet de aangelegenheden i.v.m. ruimtelijke ordening en stedebouw in zijn maatschappelijk doel opnemen.

§ 2. De erkenning voor de opmaak, de herziening of de wijziging van gemeentelijke plannen van aanleg en verkavelingsvergunningen met openstelling van wegen wordt verleend :

1° aan elke natuurlijke persoon die voldoet aan de vereiste bedoeld in § 1, 1°, en die aan de hand van door hem opgemaakte gemeentelijke plannen van aanleg of verkavelingsvergunningen met openstelling van wegen, of van ontwerpen die hetzelfde doel hebben, het bewijs levert van een nuttige ervaring i.v.m. de doelstellingen inzake ruimtelijke ordening en stedenbouw zoals bedoeld in artikel 1, § 1;

2° aan elke rechtspersoon die onder zijn personeel of zijn medewerkers minstens één natuurlijke persoon telt die aan de in 1° bedoelde vereisten voldoet en met hem een overeenkomst heeft gesloten waarvan de looptijd minstens gelijk is aan die van de erkenning; de naam van die persoon moet voorkomen op alle overgelegde stukken; de rechtspersoon moet de aangelegenheden i.v.m. ruimtelijke ordening en stedenbouw in zijn maatschappelijk doel opnemen.

§ 3. De erkenning voor de opmaak, de herziening of de wijziging van gemeentelijke structuurplannen en gemeentelijke stedenbouwkundige reglementen wordt verleend aan elke rechtspersoon die de aangelegenheden i.v.m. ruimtelijke ordening en stedenbouw in zijn maatschappelijk doel heeft opgenomen en die kan aantonen dat hij beschikt over een ploeg met aanvullende bevoegdheden inzake stedenbouw, ruimtelijke ordening, architectuur en milieu.

De verantwoordelijke voor deze ploeg moet voldoen aan de vereiste bedoeld in § 1, 1°, en moet aan de hand van door hem opgemaakte gemeentelijke structuurplannen of gemeentelijke stedenbouwkundige reglementen het bewijs leveren van een nuttige ervaring i.v.m. de doelstellingen inzake ruimtelijke ordening en stedenbouw zoals bedoeld in artikel 1, § 1. Bovendien heeft hij met de rechtspersoon een overeenkomst gesloten waarvan de looptijd minstens gelijk is aan die van de erkenning. De naam van de verantwoordelijke moet op alle overgelegde stukken voorkomen.

Art. 283. § 1. De erkenning van een natuurlijke of een rechtspersoon, die niet werd ingetrokken tijdens de vorige erkenningsperiode, kan vernieuwd worden onder de volgende voorwaarden :

1° voor verkavelingsvergunningen zonder openstelling van wegen :

a) voldoen aan de vereisten bedoeld in artikel 282, § 1;

b) aan de hand van verkavelingsvergunningen zonder openstelling van wegen die hij tijdens de geldigheidsduur van zijn erkenning heeft opgemaakt, of van ontwerpen met hetzelfde doel, het bewijs leveren van een nuttige ervaring i.v.m. de doelstellingen inzake ruimtelijke ordening en stedenbouw zoals bedoeld in artikel 1, § 1;

c) bewijzen dat hij of zijn personeel of zijn medewerkers, tijdens de duur van zijn erkenning seminaries, colloquia, cursussen of andere opleidingen betreffende stedenbouw en ruimtelijke ordening heeft gevolgd;

2° voor verkavelingsvergunningen met openstelling van wegen en gemeentelijke plannen van aanleg :

a) voldoen aan de vereisten bedoeld in artikel 282, § 2; de overgelegde vergunningen, plannen en ontwerpen zijn degene die hij tijdens de duur van zijn erkenning heeft opgemaakt;

b) bewijzen dat hij of zijn personeel of zijn medewerkers tijdens de duur van zijn erkenning seminaries, colloquia, cursussen of andere opleidingen betreffende stedenbouw en ruimtelijke ordening heeft gevolgd;

3° voor gemeentelijke structuurplannen en gemeentelijke stedenbouwkundige reglementen :

a) voldoen aan de vereisten bedoeld in artikel 282, § 3; de overgelegde plannen en reglementen zijn degene die hij tijdens de duur van zijn erkenning heeft opgemaakt;

b) het bewijs leveren dat zijn personeel of zijn medewerkers tijdens de duur van zijn erkenning seminaries, colloquia, cursussen of andere opleidingen hebben gevolgd i.v.m. de aangelegenheden bedoeld in artikel 282, § 3.

§ 2. De natuurlijke of de rechtspersoon van wie de erkenning niet wordt vernieuwd, mag zijn nieuwe erkenning pas aanvragen binnen een termijn die de Minister van Ruimtelijke Ordening in zijn besluit vastlegt.

Art. 283/1. § 1. De aanvraag om erkenning of om vernieuwing ervan moet aan de Minister van Ruimtelijke Ordening gericht worden en bij ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs ingediend worden bij de Algemene Directie Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium. De aanvraag moet vergezeld gaan van de diploma's of referenties die vereist worden krachtens artikel 282 of 283, al naar gelang het geval. Ze moet de categorie vermelden waarvoor de erkenning gevraagd wordt.

De Algemene Directie Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium zendt het dossier van de erkenningsaanvraag binnen tien dagen na ontvangst ervan naar de erkenningscommissie bedoeld in artikel 281. De erkenningscommissie brengt advies uit binnen veertig dagen na het bericht van ontvangst van het dossier en bezorgt de aanvrager een afschrift; bij gebrek aan een uitdrukkelijk advies, wordt het geacht gunstig te zijn.

De beslissing van de Minister van Ruimtelijke Ordening wordt binnen vijfenzeventig dagen na het bericht van ontvangst van de aanvraag door de Algemene Directie Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium aan de aanvrager betekend.

Art. 283/2. § 1. De Minister van Ruimtelijke Ordening kan de erkenning intrekken als de erkende persoon de krachtens dit Wetboek opgelegde verplichtingen niet nakomt.

§ 2. Wanneer de Minister van Ruimtelijke Ordening oordeelt dat een gemeentelijk plan van aanleg, een verkavelingsvergunning, een gemeentelijk structuurplan of een gemeentelijk stedenbouwkundig reglement niet volgens de regels is opgemaakt door de erkende persoon of niet overeenstemt met de doelstellingen waarvan sprake in artikel 1, § 1, stelt hij dat vast in een aanmaning die hij aan die persoon betekent.

Indien hij hetzelfde vaststelt voor een later document, kan de Minister van Ruimtelijke Ordening de erkenning intrekken.

§ 3. Elk besluit tot intrekking wordt onderworpen aan het advies van de erkenningscommissie bedoeld in artikel 281. De erkenningscommissie brengt advies uit binnen de door de Minister van Ruimtelijke Ordening voorgeschreven termijn, na de erkende persoon de mogelijkheid te hebben gegeven zijn opmerkingen mee te delen.

§ 4. De natuurlijke of de rechtspersoon van wie de erkenning werd ingetrokken, mag haar aanvraag om nieuwe erkenning pas indienen na afloop van een termijn die de Minister van Ruimtelijke Ordening vastlegt in het besluit tot intrekking.

Art. 283/3. Alle beslissingen i.v.m. de erkenning, de vernieuwing of de intrekking ervan worden bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Art. 283/4. De natuurlijke en de rechtspersonen die erkend zijn krachtens de bepalingen van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 5 april 1990 behouden hun erkenning gedurende een termijn van achttien maanden, te rekenen van de inwerkingtreding van dit besluit, zelfs indien de erkenning in de loop van die termijn vervalt.

Elke natuurlijke of rechtspersoon bedoeld in artikel 282, § 1, wordt uitdrukkelijk en individueel erkend voor de opmaak of de wijziging van verkavelingsvergunningen met of zonder openstelling van wegen. De bij dit lid bepaalde erkenning wordt op hun verzoek door de gemachtigd ambtenaar afgegeven. Deze erkenning geldt voor verkavelingsvergunningen waarvan het in artikel 116, § 1, tweede lid, 1°, bedoelde ontvangbewijs wordt toegezonden binnen een termijn van achttien maanden, te rekenen van de inwerkingtreding van dit hoofdstuk. Deze erkenning kan niet vernieuwd worden. »

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 3. De Minister van Ruimtelijke Ordening is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 5 maart 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,
M. LEBRUN

F. 98 — 642

[C - 98/27145]

**5 MARS 1998. — Arrêté du Gouvernement wallon
relatif à la commission d'avis et à l'instruction des recours auprès du Gouvernement**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment les articles 120 et 133, remplacés par le décret du 27 novembre 1997;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 16 février 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 février 1998;

Vu l'urgence motivée par l'entrée en vigueur au 1^{er} mars 1998 du décret du 27 novembre 1997, le présent arrêté étant indispensable à l'application de l'article 120 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine dès son entrée en vigueur; à défaut, en effet, la procédure prévue par le nouvel article 120 ne peut être mise en oeuvre à partir du 1^{er} mars 1998, la commission d'avis n'étant pas instituée par la législation précédant le décret du 27 novembre 1997;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 24 février 1998, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Equipement et des Transports,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans le titre I^{er} du livre IV du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, modifié par le décret du 27 novembre 1997, il est inséré un chapitre XXI intitulé « De la commission d'avis et de l'instruction des recours auprès du Gouvernement » et des articles 450/1 à 450/19 libellés comme suit :

« CHAPITRE XXI. — *De la commission d'avis et de l'instruction des recours auprès du Gouvernement*

Section I^{re}. — Disposition générale

Art. 450/1. La commission d'avis créée par l'article 120 a son siège à Namur dans les locaux de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine (en abrégé : D.G.A.T.L.P.).

Section II. — De la composition de la commission d'avis

Art. 450/2. § 1^{er}. Le président de la commission d'avis est le Ministre ayant l'Aménagement du Territoire dans ses attributions ou son représentant nommé par le Gouvernement.

§ 2. La Commission régionale de l'aménagement du territoire propose au Gouvernement une liste de quatre de ses membres.

§ 3. En vue de pourvoir à l'un des deux mandats proposés par l'ordre des architectes, les conseils de l'ordre des architectes des provinces de Hainaut, de Liège, de Luxembourg et de Namur et le conseil de l'ordre d'expression française de la province de Brabant proposent au Gouvernement, chacun pour ce qui le concerne, une liste de deux architectes inscrits au tableau de l'ordre des architectes de leur ressort territorial.

En vue de pourvoir à l'autre mandat proposé par l'ordre des architectes, le conseil national de l'ordre des architectes propose au Gouvernement une liste de deux architectes inscrits au tableau de l'ordre des architectes.

§ 4. Les députations permanentes des conseils provinciaux des provinces du Brabant wallon, de Hainaut, de Liège, de Luxembourg et de Namur proposent au Gouvernement, chacune pour ce qui la concerne, une liste de quatre personnes de leur ressort territorial.

§ 5. Selon que le recours prévu à l'article 119 porte sur un bien localisé dans la province du Brabant wallon, de Hainaut, de Liège, de Luxembourg ou de Namur, siègent à la commission d'avis le membre proposé par le conseil de l'ordre des architectes de la province correspondante et les deux membres proposés par la députation permanente du conseil provincial correspondant.

Art. 450/3. Pour chaque membre effectif, en ce compris le président, le Gouvernement nomme un suppléant en respectant les conditions et la procédure prévues pour les nominations des membres effectifs.

Les membres suppléants siègent lorsque le membre effectif dont ils assument la suppléance est empêché.